

DYNAMISMES PRE-COLONIAUX ET TRANSFORMATIONS ACTUELLES  
D'UNE COMMUNAUTE VILLAGEOISE DU VAKINANKARATRA

par Emmanuel FAUROUX

Les sociétés traditionnelles sont trop souvent présentées comme des monolithes immuables, hors du temps, soudain' bouleversés et déstructurés par la colonisation qui, sans transition, les plonge dans le mouvement de l'histoire. Ce schématisme malencontreux tient presque toujours à la rareté ou à l'absence de documents susceptibles de combler les énormes lacunes que comporte l'histoire économique et sociale pré-coloniale de ces sociétés.

A Madagascar, l'Imerina paraît constituer une heureuse exception à cette pénurie : la bibliographie de l'Imerina ancienne, établie par A. Délivré (1), ne compte pas moins de 161 titres, récits de voyageurs, documents ethnographiques ou historiques recueillis par des missionnaires, mais aussi, manuscrits en langue malgache, œuvres d'observateurs locaux souvent remarquablement informés. Il se dégage de ces textes une image précise et très cohérente de la société merina, depuis la fin du XVIIIème siècle et, particulièrement, depuis le grand règne d'Andrianampoinimerina. Pourtant cette richesse, bien que réelle, ne doit pas faire illusion, car l'ombre demeure épaisse sur toute la période antérieure. Les documents qui permettent de combler ces vides doivent donc être considérés avec un soin tout particulier. Leur intérêt n'est pas seulement historique — ou ethno-historique — : la connaissance détaillée de la dynamique sociale pré-coloniale — sur une période aussi longue que possible — fournit des clés essentielles pour la compréhension des transformations actuelles.

30 OCT. 1974

(1) A. Délivré : *Interprétation d'une tradition orale. L'histoire des rois d'Imerina (Madagascar)*. Paris, 1967, 445 p., ronéot., pp. 432-443.

O. R. S. T. S. M.

Collection de Références

n° B7-140 E C0

Dans le cadre de la section Economie du Centre ORSTOM de Tananarive, nous avons été amené à faire une étude d'Anthropologie économique au sein d'une communauté familiale noble du Vakinankaratra, les Andriamasoandro (1). L'histoire de ce groupe se confond avec l'histoire d'une petite unité politique qui, dépassant le cadre d'un simple village, s'est étendue jusqu'à constituer un petit royaume avec lequel les rois d'Andrantsay d'abord, Andrianampoinimerina ensuite durent compter. Ce dernier, par la conquête militaire, mit un terme brutal à l'autonomie du petit «royaume». Les descendants actuels de ces «nobles qui régnèrent» ont retenu avec une minutie non dénuée de complaisance les souvenirs d'une époque glorieuse et révolue, ce qui explique la fraîcheur et l'intérêt de traditions dont les Andriamasoandro ne sont d'ailleurs pas les seuls détenteurs. Les principaux groupes familiaux de la région, en effet, sont en place depuis plus de deux cents ans, et ont retenu leur propre version des faits. Une certaine critique de ces documents oraux devient ainsi possible, ouvrant la voie à une connaissance relativement précise de l'histoire de la lutte, menée sur les mêmes lieux, pendant plus de deux siècles, par la même communauté familiale, en vue d'assurer son existence matérielle à travers les bouleversements économiques, politiques et sociaux qui ont affecté cette partie de Madagascar.

Cette histoire se présente en définitive comme une succession de séquences d'évolution, définies par des caractéristiques et une dynamique interne bien précises. Ce sont des événements extérieurs, presque toujours d'origine politique, qui interrompent brutalement ces séquences, remaniant profondément les anciennes données en y intégrant des éléments entièrement nouveaux, donnant ainsi le départ à un nouveaux type de processus dynamique complexe. Au sein des bouleversements les plus considérables, on voit ainsi apparaître des éléments de continuité qu'il importe de percevoir comme tels en vue d'une juste appréciation de la situation nouvelle. C'est en ce sens que la connaissance du passé nous paraît singulièrement éclairante pour la bonne compréhension du présent.

Très schématiquement, nous avons retenu quatre phases principales, quatre séquences d'évolution particulièrement tranchées, que nous étudierons dans l'ordre chronologique.

(2) Cette étude a donné lieu à 2 publications :

- *Les transformations d'une communauté villageoise malgache : Ambohidrandriana (Vakinankaratra)*. 2 vol. 307 p., ronéot. - 1 vol. Annexes 77 p., ORSTOM, Tananarive, 1970.
- «Le royaume» d'Ambohidrandriana. Archéologie et traditions orales», in *Taloha*, n° 3, Novembre 1970, pp. 55-83.

## I — LES ORIGINES : L'ISOLEMENT D'UNE COMMUNAUTE COMPLEXE ET STRUCTUREE

- L'organisation sociale originelle.
- La précarité des conditions d'existence
- Le développement des notions de cohésion et de solidarité sociales.

## II — L'EXPANSION ANDRIAMASOANDRO ET LA FORMATION DU «ROYAUME» D'AMBOHIDRANANDRIANA

- La naissance d'un «micro-Etat».
- L'élargissement du cadre des relations sociales et le développement des forces productives.
- L'évolution interrompue : vers la naissance d'une société de classe

## III — L'INSERTION DANS L'ETAT MERINA : VERS L'ECLATEMENT DES COMMUNAUTES FAMILIALES

- Les formes d'intégration dans l'Etat merina.
- Du *Foko* au *Fokon'olona* : de la communauté des parents à la communauté des résidents.
- Inégalités foncières et germes de différenciation.
- Les progrès du despotisme du pouvoir central et le ralentissement de l'évolution des communautés villageoises.

## IV — COLONISATION ET TRANSITION VERS LES RAPPORTS MARCHANDS

- Les formes de l'impact colonial.
- L'apparition d'une expression monétaire de la différenciation.
- L'apparition de rapports de production non communautaires. Problèmes posés par la reproduction de ces rapports.
- La pérennité des rapports de type communautaire:

## I — LES ORIGINES : L'ISOLEMENT D'UNE COMMUNAUTE COMPLEXE ET STRUCTUREE

Au cours du règne d'Andriamasinavalona (1), un prince de la famille royale, Andrianony, ayant été écarté du trône, quitta Alasora (2), son pays natal, accompagné d'une foule d'alliés et de dépendants, pour chercher vers le sud un domaine où son ambition pût se satisfaire. Cette migration dura plusieurs années, peut-être même plusieurs générations, et les nombreux éléments qui avaient quitté le groupe au fur et à mesure de sa lente progression, furent à l'origine du peuplement de l'Imerina du sud et du Vakinankaratra, voire même d'une partie du Nord-Betsileo. C'est ainsi que les Andriamasoandro — objet de notre étude — choisirent de se fixer sur les bords d'une plaine marécageuse, au confluent des rivières Vavarahana et Manandona, à proximité immédiate du mont Vontovorona (3). La Vavarahana, au cours mal fixé, divaguait en d'innombrables méandres déterminant un vaste marécage qui, à la saison des pluies, pouvait se transformer en un véritable lac. De toutes parts sur le pourtour de la plaine, d'abruptes collines permettaient d'établir des sites défensifs sûrs. Le marais offrait des ressources pour la pêche, pour la chasse (oiseaux divers), pour la cueillette (saonjo sauvage, tubercules de nénuphars...) et même pour une agriculture précaire (riz cultivé, lors des décrues, sur les berges du marais, selon une technique sans doute très proche de celle qu'utilisent aujourd'hui encore certains Vázimba de la Tsiribihina). Le site choisi était donc, en effet, éminemment favorable à un habitat humain.

### L'organisation sociale originelle

La notion de base est celle de *Foko*. Il s'agit de la communauté des descendants en filiation principalement patrilinéaire d'un ancêtre commun, souvent éponyme, résidant sur un territoire commun. Andriamasoandro, fils de la troisième femme du roi Ralambo (4), est cet ancêtre fondateur pour le groupe qui nous intéresse ici. Beaucoup de ses enfants ont essaimé dans diverses régions de l'Imerina. Seuls, parmi eux, ceux qui résident à Ambohidranandriana et dans les villages immédiatement voisins, constituent le *Foko* qui fait l'objet de cette étude.

Le tombeau commun et, plus précisément, les grandes cérémonies qui lui sont liées (exhumation et ré-inhumation périodique, lors du *Famadihana*, des ancêtres morts) sont le symbole et le critère ultime de l'appartenance au groupe.

A l'intérieur du *Foko*, le principe de séniorité hiérarchique avec précisions lignées et classes d'âge, les différences s'exprimant principalement dans les rôles cérémoniels et dans l'influence exercée sur les choix engageant le groupe, le maximum de prestige social revenant, comme il se doit, aux anciens, les *Ray aman-dreny*, de la lignée aînée.

Notons que l'emploi du présent pour la description de ces institutions archaïques n'est pas inopportune, dans la mesure où l'essentiel de ce qui vient d'être dit est applicable à l'heure actuelle : la population Andriamasoandro d'Ambohidranandriana est encore répartie en trois lignées principales. Les tombeaux des fondateurs de ces trois lignées sont encore visibles, sur la colline qui domine le village, alignés du nord au sud, par ordre de prestige social décroissant.

(1) Andriamasinavalona, 8ème roi de l'Imerina, règne sans doute entre 1675 et 1710. Son règne fut l'un des plus importants de l'histoire merina.

(2) Alasora, à 6 km au Sud-Est de l'actuelle Tananarive, fut un moment la capitale du royaume merina naissant.

(3) A une quinzaine de km à l'Est de l'actuel Antsirabe. Le Mont Vontovorona, aux formes volcaniques très pures et visibles de très loin, servait de point de repère aux voyageurs.

(4) L'un des grands rois de l'Imerina. Il règne sans doute entre 1575 et 1610.

Le *Foko* à son tour était intégré dans un ensemble puissamment structuré, bien que le système des castes n'ait pas encore acquis ses traits définitifs lorsque le groupe quitta Alasora. La caste *Andriana* (noble) à laquelle appartenaient les *Andriamasoandro*, était subdivisée en un certain nombre des sous-castes minutieusement hiérarchisées. En tant que *Zanad-Ralambo* (sous-caste constituée par les enfants de Ralambo), ils avaient été jusqu'alors au 4ème rang parmi l'ensemble des *Andriana*. Mais, justement, la migration d'*Andrianony* intervient alors que cette hiérarchie venait d'être remaniée par *Andriamàsinavalona* aux dépens des *Zanad-Ralambo* qui se retrouvèrent alors au 7ème et dernier rang. Le mécontentement qui en résulta sans doute est peut-être la cause de l'exil volontaire des *Andriamasoandro*.

La caste *Hova*, celle des hommes libres, n'était pas encore clairement définie en tant que telle. Mais les *Andriamasoandro*, comme tous les grands *Foko* nobles, vivaient entourés de plusieurs catégories de dépendants — libres en principe — et d'esclaves ou «domestiques» divers, privés de liberté.

Les dépendants vivaient dans la mouvance du *Foko* dont ils retiraient quelques avantages en échange de la fourniture de certains services. Ils avaient quitté Alasora en même temps qu'*Andrianony* et que les *Andriamasoandro* et exerçaient certaines fonctions spécialisées dont le souvenir s'est perpétué dans la tradition : gardiens de bœufs, soldats, gardiens de la terre, «hommes de confiance», — c'est-à-dire sans doute, intendants — petit personnel domestique... : Toutes ces catégories bénéficiaient d'un prestige et d'un statut social très inégaux. Ils semblent avoir constitué entre eux un isolat matrimonial, mais ils ne formaient pas une communauté unie par des liens cérémoniels. Un interdit strict leur empêchait de choisir un conjoint *Andriamasoandro*, les relations sexuelles non régulières étant cependant autorisées.

Le statut des esclaves, les *Andevo*, était bien différent. On les obtenait parfois en échange de bœufs, mais le plus souvent ils provenaient de *razzias* opérées dans le pays. L'organisation sociale les rattachait à la communauté familiale avec le statut d'enfants. Ils bénéficiaient à ce titre d'une certaine bienveillance paternaliste, cultivaient pour leur propre compte des terres qui leur avaient été concédées, avaient le droit de posséder des bœufs ... Leur condition n'était certainement pas beaucoup plus pénible que celle de beaucoup de leurs maîtres. Mais, à la différence des «dépendants» l'âge ne leur apportait aucune amélioration de statut et, surtout, ils n'étaient pas enterrés dans un tombeau communautaire, ce qui leur interdisait, après leur mort, d'accéder au rang de *razana* (ancêtre). Ils étaient, bien sûr, frappés d'un interdit matrimonial qui s'étendait aux relations sexuelles, sauf dans certaines circonstances extrêmement réglementées et contrôlées. Cependant, leur dispersion, leur rattachement étroit à divers sous-groupes familiaux, leur condition matérielle peu différente de celle de leurs maîtres, toutes ces raisons expliquent que les *Andevo* ne formaient pas alors un véritable groupe homogène, une classe réellement différenciée. Plus tard, lorsque le nombre des esclaves augmentera, la fiction de leur rattachement au groupe familial tendra à s'effacer, provoquant un cloisonnement plus absolu par rapport aux maîtres, qui s'exprimera notamment par la constitution de villages d'esclaves à quelque distance des villages de leurs maîtres.

### La précarité des conditions d'existence

Après son installation définitive et la fondation de ce qui allait devenir le gros village d'*Ambohidranandriana*, cette micro-société, déjà fortement structurée et organisée, allait se trouver confrontée à des conditions matérielles extrêmement dures, fort différentes en tous cas de la vie relativement facile qui régnait à la cour d'*Alasora*, au sein d'un Etat cohérent et respecté. Dans le sud de l'Imerina et

le Vakinankaratra, l'anarchie politique était alors à peu près totale, toutes les traditions de la région sont formelles sur ce point (1). Les petits îlots de peuplement Vazimba s'étaient effacés devant la pénétration d'immigrants venus d'Imerina avec des sentiments hostiles. Ces groupes d'immigrants entretenaient d'ailleurs entre eux des rapports violemment conflictuels, dans la mesure où il s'agissait de s'attribuer les meilleurs sites, les meilleurs terroirs, puis de préserver sites et terroirs de la convoitise de nouveaux arrivants. La guerre fut ainsi l'activité primordiale de ces premiers éléments de peuplement, les forts réduisant les faibles en esclavage, pillant leurs récoltes et leurs troupeaux.

Les Andriamasoandro disposaient d'un embryon d'organisation militaire, avec un corps de dépendants spécialisés dans l'art militaire et un *Mpanjaka* (2) détenteur unique de l'autorité dans les expéditions et les combats. Cet avantage fut souvent décisif face à leurs adversaires plus agriculteurs ou pasteurs que guerriers. Les exactions qu'ils commirent alors sur leurs voisins nous sont rapportées par Mayeur en 1777 : (3).

« Le chef du village me répondit ... que les gens chez lesquels je venais de passer ( — il s'agit des habitants d'Ambohidranandriana — E.F.) lui avaient fait une guerre à outrance et avaient réduit son malheureux peuple à un si petit nombre par les massacres et l'esclavage qu'il avait mieux aimé se retirer au loin et vivre aussi misérablement qu'il vivait, que de voir le reste de ses gens tués ou faits esclaves » (4).

La communauté ne vivait cependant pas que de pillages. Une agriculture précaire se développa sur les berges du marais. Le riz y trouvait un milieu favorable, mais à la merci de pluies irrégulières et des crues imprévisibles de la Vavarahana. Le fer était connu et très largement travaillé, ainsi qu'en témoigne Mayeur, mais l'outillage demeurait des plus rudimentaires. D'ailleurs, la plus grande partie des forces productives du groupe fut, pendant des années, voire des générations, principalement consacrée à la tâche gigantesque de l'aménagement défensif du site d'Ambohidranandriana.

« Le village d'Embohidrangandrienne ... est fortifié d'un fossé large de 18 à 20 pieds (environ 16 mètres — E.F.), et profond de 30 (environ 10 mètres — E.F.), autour duquel règne à l'intérieur une terrasse de gazon de 5 pieds de haut sur 4 de large (1 m 60 sur 1 m 20 environ — E.F.) formant une espèce de parapet semblable à celui dont sont surmontés nos ouvrages de fortification. La terrasse et le fossé cernent le village dans toute son étendue et on y entre par des arbres ou madriers placés en travers. Ces ouvrages ... peuvent faire donner à ce village le nom de place-forte ; et en effet s'il était défendu, il serait difficile de s'en emparer » (5).

Mayeur n'avait pourtant vu qu'une partie des réalisations : après sa visite, l'enceinte fut encore élargie et approfondie, puis un second fossé, moins large et plus profond, vint doubler le premier. L'esquisse d'une troisième enceinte qui ne

- (1) Seules exceptions à l'anarchie générale, les royaumes issus d'Andrianony et de sa famille, alors en cours de formation, constituaient des îlots de sécurité relative mais Ambohidranandriana se situait nettement à l'Est du territoire de ces royaumes, aux confins d'un vaste no man's land s'étendant jusqu'à la falaise de la côte Est.
- (2) On sait en fait très peu de choses sur le rôle exact de ce *Mpanjaka*, chef plutôt que roi. Ces fonctions, à cette époque, n'étaient peut-être qu'épisodiques, limitées aux affaires militaires. La tradition, en tous cas, n'a retenu que cet aspect de son rôle. Plus tard, nous le verrons, ses fonctions s'étoffèrent quelque peu et il deviendra le symbole du royaume en train de se constituer.
- (3) Nicolas Mayeur, né en 1742, fit plusieurs voyages à l'intérieur de Madagascar en tant qu'agent de traite. Ses notes reprises par Froberville donnent des indications d'une valeur inestimable sur la vie à Madagascar à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle.
- (4) N. Mayeur, *op. cit.* p. 159.

fut jamais achevée apparaît encore (cf. page suivante, carte n° 1). Des *fanarian-drano*, sortes de canaux greffés sur les fossés, permettaient — au besoin — d'alimenter les pépinières situées plus bas avec l'eau retenue dans les fossés.

En l'absence des grands travaux d'hydraulique agricole qui auraient permis une meilleure maîtrise de l'eau, la communauté dût, bien souvent sans doute, se contenter des ressources de la pêche, de la chasse et, plus sûrement, de la cueillette du saonjo sauvage ou des racines de nénuphar ... Au pied du mont Vontovorona, à faible distance à l'Est du village, un vaste plateau désert permettait l'entretien en semi-liberté d'un important troupeau de bœufs. Du mont Vontovorona, la vue s'étend à l'infini et il était permis à des guetteurs attentifs de déceler — du moins pendant le jour — l'approche d'éventuels voleurs.

### Le développement des notions de cohésion et de solidarité

Dans ces conditions d'insécurité, la détresse pouvait fondre sur le groupe de façon brutale et inattendue. Pour assurer sa survie, la micro-société bâtie autour de la communauté familiale allait empiriquement élaborer tout un ensemble de solutions permettant, grâce au renforcement de la cohésion et de la solidarité d'améliorer la capacité de résistance du groupe. Le modèle des relations sociales était constitué par la notion de *Fihavanana*, (étymologiquement : type de relation unissant des parents). L'idéologie solidariste liée au *Fihavanana*, va peu à peu vider de sa substance l'extrême hiérarchisation des âges intérieurs. Celle-ci ne va plus demeurer que comme cadre formel, laissant la place à une structuration beaucoup plus simple qui oppose au niveau des rapports de production les *Andriana* (avec une différence parmi eux entre les «*Ray aman-d-Reny*» et les autres), les dépendants simples, fondus en un seul groupe, et les esclaves.

Tous, nobles, dépendants et esclaves avaient accès à la terre et le droit de posséder des bœufs. Tous pouvaient cultiver leurs terres en faisant appel à l'entraide émanant d'autres membres du groupe. L'analogie, cependant, ne dépassait pas cette formulation générale.

En effet, le *Foko Andriamasoandro*, en tant que tel, disposait de ce qu'il est convenu d'appeler un droit éminent sur l'ensemble du terroir naturel entourant Ambohidranandriana, de sorte que les terres n'étaient attribuées aux individus que du fait de leur appartenance à la communauté (membres du *Foko*) ou de leurs rapports de dépendance à son égard (dépendants et esclaves) (1). Les individus ne jouissaient en fait que d'un simple usufruit. Les terres n'étaient d'ailleurs pas rares dans la situation initiale, et chacun pouvait sans difficulté en obtenir suffisamment pour pourvoir à ses besoins.

Les terres n'étant pas rares et les forces productives très peu développées, le facteur travail jouait alors le rôle primordial dans le procès de production. C'est par leur rôle dans le procès de travail que les divers sous-groupes se différençaient avec le plus de netteté.

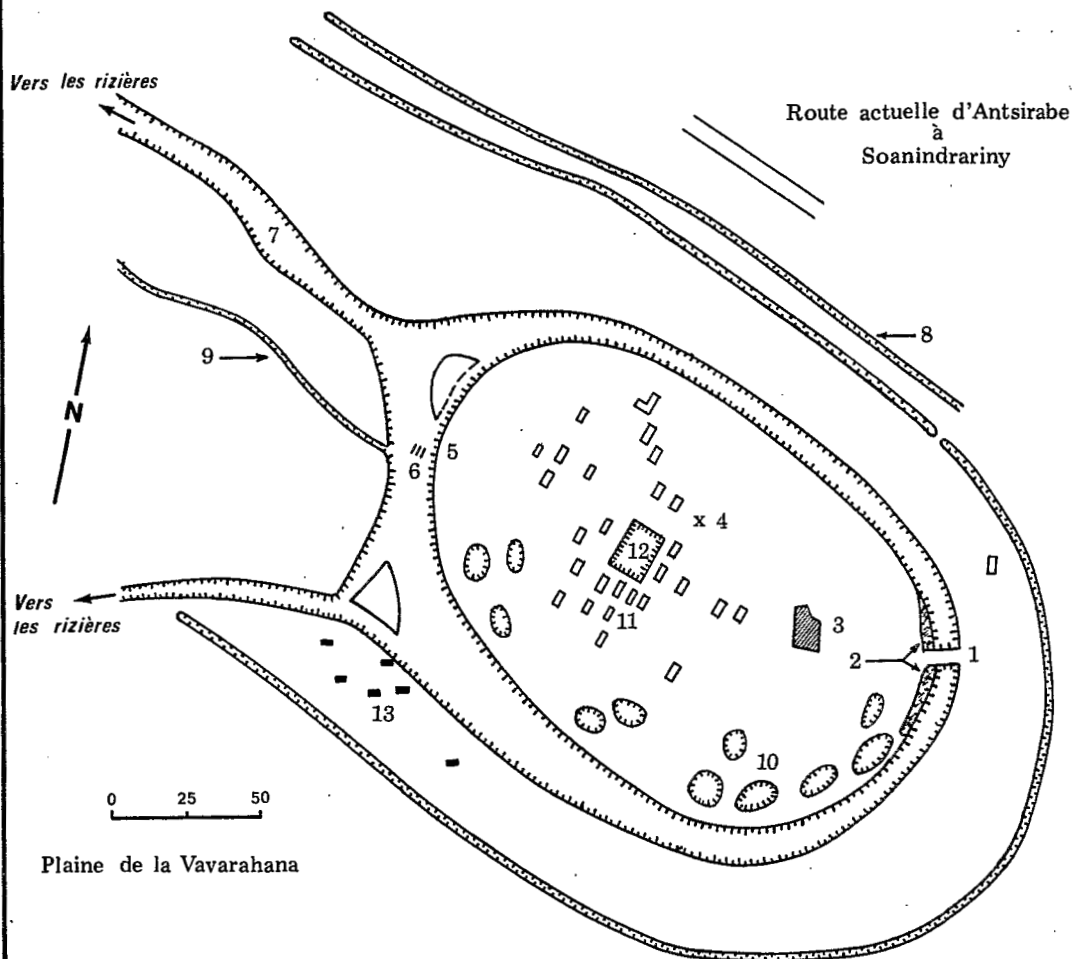
Les dépendants simples se mirent très vite en marge, abandonnant leur ancienne spécialisation pour devenir, comme les autres, des agriculteurs-éleveurs. Ils commencèrent à constituer un village séparé, à peu de distance d'Ambohidranandriana (2) formant ainsi une unité de production qui tendit de plus en plus à l'autonomie,

(1) L'analyse juridique et sociologique de ce droit éminent, ses aspects mystiques et religieux sont suffisamment connus aujourd'hui pour qu'il soit utile d'y insister ici.





(2) Il s'agit de l'actuel village d'Ambohimanatrika.

# CARTE - 1

## Le site d'Ambohidranandriana



### LEGENDE

- |   |   |
|---|---|
| 1 — Entrée principale                     | 9 — Vestiges d'un 3ème «fanarian-drano»   |
| 2 — Restes du «parapet» décrit par Mayeur | 10 —  Parcs à bœufs                  |
| 3 — Tombeau de Ramboavahiny               | 11 —  Habitations                    |
| 4 — Emplacement du «lapan'ny andriana»    | 12 —  Kianja                         |
| 5 — Entrée secondaire                     | 13 —  Sépultures diverses (esclaves) |
| 6 — Pierre levée                          |   |
| 7 — «Fanarian-drano»                      |   |
| 8 — Élément d'une 3ème enceinte           |   |



d'autant que, au fil des générations, les droits fonciers autrefois concédés par les *Andriamasoandro* devinrent, en fait, de plus en plus inaliénables. En définitive, ils en vinrent à n'être plus que de simples voisins, alliés militaires privilégiés, pouvant constituer dans certaines circonstances, de plus en plus rares, une utile main-d'œuvre d'appoint.

L'essentiel des rapports de travail reposait sur l'entraide. Chacun fournissait à tous les membres de la communauté la force de travail dont il disposait c'est-à-dire la sienne propre, celle de ceux parmi ses parents qui dépendaient de lui, celle de ses esclaves et, enfin, pour le piétinage des rizières, celle de ses bœufs). En échange, il recevait — ou pouvait recevoir — de tous les autres membres de la communauté le même type de prestations.

Les deux formes principales d'entraide actuellement pratiquées existaient sans doute déjà : le *Findramana* et le *Valin-tanàna*.

Le *Findramana* correspond généralement à un travail important (défrichage, transport d'une pierre tombale...) pour lequel il est fait appel à la totalité du groupe. Il n'y a pas de réciprocité immédiate, puisqu'il peut se passer plusieurs années avant que ne se représente l'occasion d'un travail équivalent : la contrepartie est un repas somptueux donné dans une ambiance de fête, auquel tous les villageois sont conviés sans que l'on tienne réellement compte de l'importance effective du travail fourni par chacun.

Dans le *Valin-tanàna*, il y a échange — à court intervalle — des prestations de travail, le bénéficiaire d'un jour étant absolument tenu de rendre le travail reçu, dès que la demande lui en est faite. Les repas fournis à midi, aux champs, et le soir, au domicile de l'organisateur, sont simples.

*Andriana* et esclaves participent ensemble aux mêmes tâches (1) sur les terres du *Foko*. Par contre, les esclaves travaillaient seuls — ou en entraide entre esclaves — les terres qui leur avaient été concédées. Au besoin, cependant, ils pouvaient emprunter à leurs maîtres les bœufs nécessaires au piétinage.

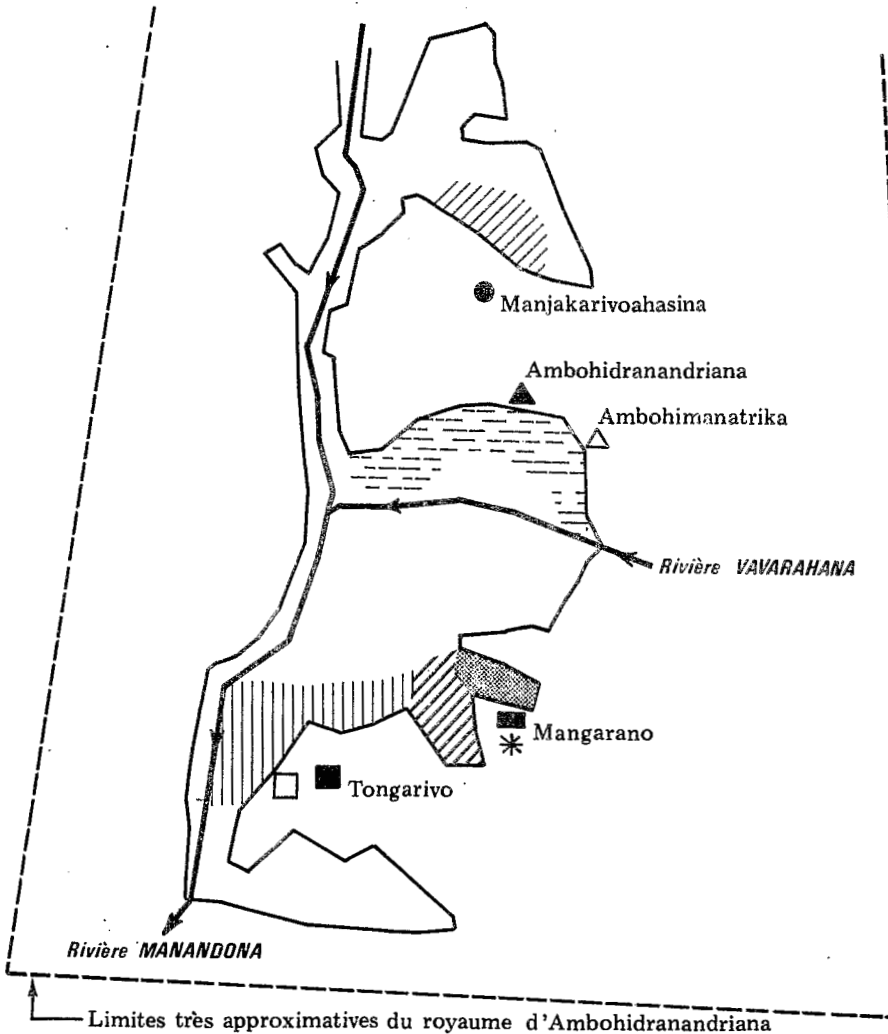
L'important, dans ce type de société, était de disposer du plus grand nombre possible de dépendants (familiaux ou esclaves) afin de pouvoir en utiliser la force de travail.

La différenciation qui apparaît ainsi au niveau du contrôle des forces productives ne se prolonge pas dans l'appropriation finale du produit. Tout se passe comme si l'idéologie solidariste du *Fihavanana* avait eu pour fonction, entre autres, de déplacer la compétition sociale dans des domaines ne mettant pas en cause la reproduction de la vie. Le «grand», dans ce type de société, n'est pas celui qui consomme plus que les autres, mais celui qui, plus que les autres, contribue aux diverses dépenses occasionnées par le jeu des relations sociales. Il convient de souligner que s'il peut contribuer plus que les autres, ce n'est pas parce qu'il travaille plus que les autres, mais, au contraire, parce que l'organisation sociale lui a permis, en fait, de recevoir d'importantes prestations en travail de la part de ses dépendants.

(1) Les très gros travaux, construction de murs et des fossés de défense, ou plus tard, digues et canaux, semblent pourtant avoir été exclusivement réalisés par la main-d'œuvre servile.

# CARTE - 2

## LA REPARTITION DU PEUPLEMENT DANS LA REGION D'AMBOHIDRANANDRIANA AU XVIII<sup>e</sup> SIECLE



Echelle approximative 1/30 000  
 0 300 700

Village du foko	Village des dépendants du foko	Rizières du foko
-----------------	--------------------------------	------------------

FOKO ANDRIAMASOANDRO	▲	△	
FOKO ANDRIAKAZOMANGA	*	+	
FOKO ANDRIANONIVE	●	○	
FOKO MPANJAKARIVO	■	□	
FOKO ZAFINDRAVOLA	■	□	

▲	△	
*	+	
●	○	
■	□	
■	□	

En définitive, «les rapports de *Fihavanana* déterminent ceux qui sont autorisés à dépenser ostentatoirement et qui, pour cela, doivent avoir ponctionné le surplus prélevé sur leurs dépendants. Ils sont ainsi le garant d'une cohésion hiérarchisée» (1).

Il existe partout, dans ce contexte de dilapidation ostentatoire, certaines formes d'accumulation que l'on peut presque qualifier de productive, ou qui, en tous cas, pourraient facilement le devenir. Les expéditions militaires victorieuses amenaient en effet un certain nombre de prises de guerre, bœufs et esclaves principalement. Les bœufs pouvaient être thésaurisés quelque temps, dans l'attente d'une grande cérémonie familiale. Ils constituaient alors un facteur de production non négligeable (piétinage, fumures). Quant aux esclaves, même si — comme cela semble bien avoir été le cas — ils étaient largement sous-employés, ils n'en constituaient pas moins une force de travail potentielle qu'il était loisible, au besoin, de mobiliser. Une reproduction élargie du système devenait ainsi techniquement possible.

Or, justement, la reproduction de ce microcosme sur les bases anciennes allait s'avérer de plus en plus difficile. La faible dimension du groupe (un millier de personnes tout au plus) posait en effet d'énormes problèmes d'abord pour la recherche d'alliances matrimoniales (malgré une tendance à l'endogamie, marquée par l'existence d'un mariage préférentiel entre cousins croisés), ensuite pour sortir de la précarité des conditions matérielles. Les succès militaires des Andriamasoandro et l'augmentation de la taille du groupe qui en résultait (notamment avec l'arrivée de nouveaux esclaves) imposaient une solution rapide. L'expansion sur place était d'ailleurs tout à fait possible à condition de réaliser les énormes travaux qui auraient pu transformer la plaine de la Vavarahana en un beau terroir rizicole. Ces travaux excédaient de beaucoup les possibilités d'un seul groupe. Par ailleurs, aucune agriculture véritable ne pouvait se développer dans les conditions d'insécurité politique qui régnaient alors.

## II — L'EXPANSION ANDRIAMASOANDRO ET LA FORMATION DU «ROYAUME» D'AMBOHIDRANANDRIANA

### La naissance d'un micro-Etat.

Peu de temps après que les Andriamasoandro eurent fondé Ambohidranandriana, un certain nombre de communautés familiales qui, elles aussi, avaient participé plus ou moins directement à la grande migration d'Andrianony, s'installèrent dans les environs. Il s'agissait principalement de quatre *Foko* nobles, dont les ancêtres éponymes étaient liés entre eux et avec Andriamasoandro par des relations de parenté assez étroites (2). La carte n° 2 donne une idée de la répartition territoriale originelle de ces groupes.

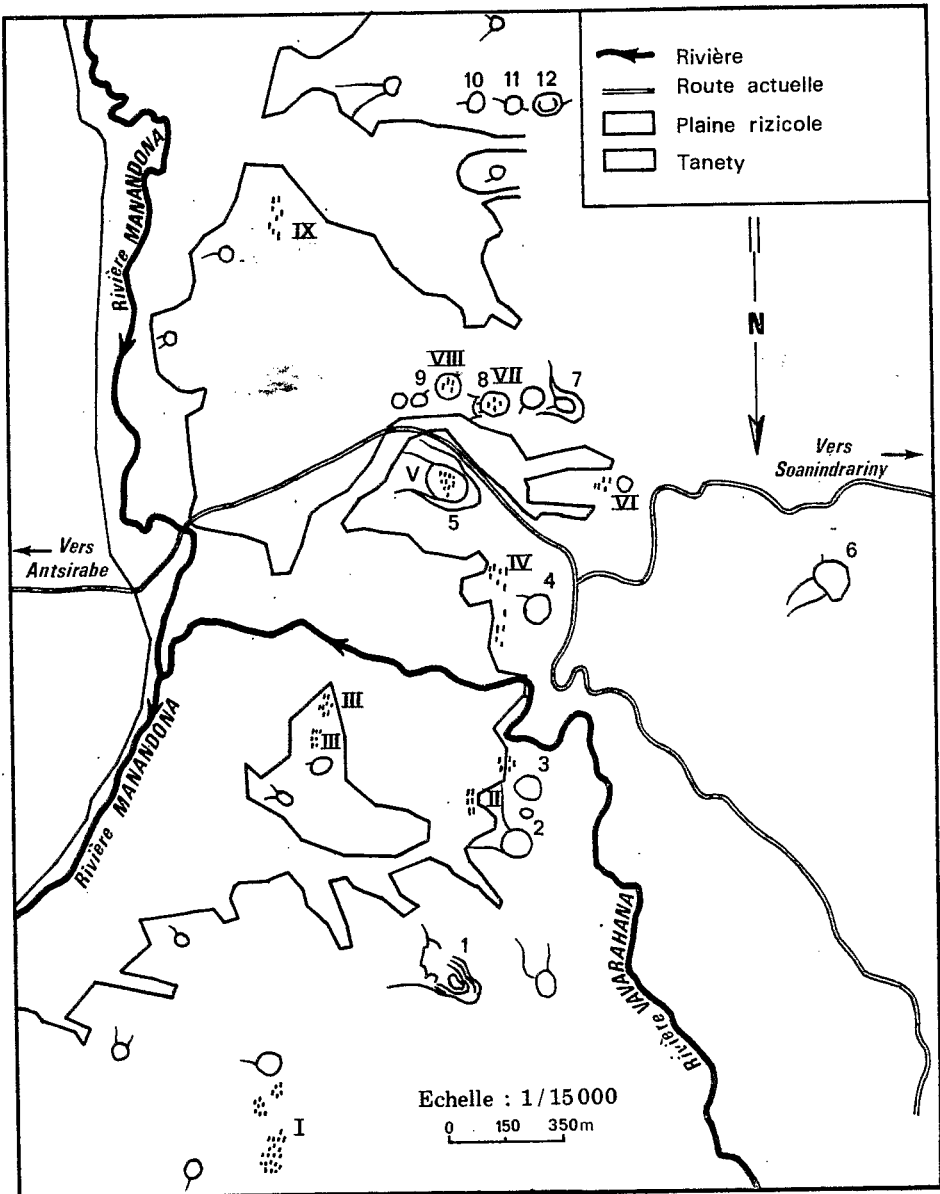
Malgré ces origines communes, les rapports entre ces divers groupes furent, dans les premiers temps, rien moins qu'amicaux et les traditions locales ont retenu le souvenir de fourberies mutuelles et de quelques escarmouches sans grandes effusions de sang. Il n'y eut cependant pas entre eux de véritable conflit ouvert. Aucun de ces groupes, d'ailleurs, n'avait la dimension du *Foko* Andriamasoandro. Aucun, surtout, n'avait son organisation militaire. La résistance à une éventuelle agression de ces derniers eût sans doute été vaine. Aussi, en alternant menaces et persuasions, démonstrations de force et unions matrimoniales, les Andriamasoandro en arrivèrent à contrôler étroitement les quatre *Foko* voisins, (leur territoire

(1) R. Cabanes. Communication personnelle.

(2) Ce sont les *Foko* Andriakazomanga, Andrianonive, Mpanjakarivo et Zafindravola.

# CARTE - 3

## LES SITES FORTIFIES DU "ROYAUME" D'AMBOHIDRANANDRIANA ( D'après Mission IGN-043 - 53 / 250 N°287 - 1226 )



LES SITES 8 à 12 SONT SENSIBLEMENT PLUS RECENTS QUE LES AUTRES

### PRINCIPAUX SITES DEFENSIFS

- 1 - Tongarivo
- 2 - Mangarano
- 3 - Ambohimanarivo
- 4 - Ambohimanatrika
- 5 - Ambohidranandriana
- 6 - Ambohipiaro
- 7 - ?
- 8 - Voahasina
- 9 - Manjakarivoahasina
- 10 - 11 - 12 : Ensemble des sites du Foko Andriakazomanga

### PRINCIPAUX VILLAGES ACTUELS

- I - Tongarivo
- II - Mangarano
- III - Ambohimahatsara Nord
- IV - Ambohimahatsara Sud
- V - Ambohidranandriana
- VI - Mahatsinjo
- VII - Manjakarivoahasina
- VIII - Voahasina
- IX - Ambatolahy

correspond à l'ensemble de la plaine de la Vavarahana au sens large), puis à étendre leur domination à tous les groupes humains vivant dans un territoire d'une cinquantaine de kilomètres carrés, dont Ambohidranandriana constituait à peu près le centre.

Les documents manquent pour définir avec précision l'organisation politique de ce petit Etat en formation. Le rôle dominant des Andriamasoandro semble avoir été limité — mais ce n'est pas négligeable — à la prise d'initiatives qui, si elles étaient acceptées par les diverses assemblées villageoises, pouvaient être suivies d'exécution immédiate. Le *Mpanjaka* d'Ambohidranandriana, dans son *lapa* (maison royale), symbolisait l'unité du territoire et recevait, en signe d'allégeance, le *vody hena*, c'est-à-dire l'arrière train de tous les bœufs tués sur le territoire. Les *Andriamahazo omby*, famille d'escalves privilégiés, étaient chargés de la collecte de ce tribut. Plus que d'un «royaume», il s'agissait d'une sorte de fédération de micro-unités, laissant à chacune d'entre elles une totale indépendance pour tout ce qui concernait ses affaires intérieures. La réalité de ce «royaume» s'exprimait dans le respect strict des alliances offensives et défensives unissant les principaux *Foko* qui le composaient. Les raids dirigés sur les populations voisines étaient toujours entrepris en commun, ce qui en garantissait le succès car, en cette période d'anarchie politique, les villages isolés ne pouvaient guère résister à des assaillants en nombre. De même, si l'un des villages du groupe était attaqué, tous les autres se portaient immédiatement à son secours. Toute la plaine et les principaux vallons cultivables se trouvaient ainsi protégés par une série de véritables place-fortes dont l'aspect demeure, aujourd'hui encore, impressionnant, (cf. carte 3).

Ce système défensif fut en tous cas suffisamment efficace pour que les divers rois d'Andrantsay issus d'Andrianony, pourtant redoutables, aient préféré renoncer à toute entreprise contre lui, se contentant d'affirmer une suzeraineté morale fondée sur le souvenir de la prééminence d'Andrianony dans la hiérarchie généalogique. Les Andriamasoandro s'accommodèrent très bien de ces liens théoriques dont l'acceptation présentait plus d'avantage (maintien d'une indépendance de fait) que d'inconvénients (obligation de ne pas attaquer un autre vassal des rois d'Andrantsay).

La solidarité de cette base politique permettait des progrès décisifs sur le plan social et surtout économique.

#### L'élargissement du cadre des relations sociales et le développement des forces productives.

Les *Foko* alliés étaient tous d'origine nobles. Ils pouvaient donc échanger des femmes, sans déroger à l'endogamie de caste. La taille du nouvel isolat devenait ainsi suffisante pour autoriser son expansion démographique continue (1).

D'autre part, la sécurité, enfin conquise, permettait d'envisager une agriculture véritable, sur une grande échelle, sans qu'il soit nécessaire de redouter en permanence le pillage ou la destruction des récoltes sur pied.

(1) Nous simplifions volontairement. En fait, pour des raisons qui nous sont restées obscures, les Andrianonive, quoique nobles, étaient frappés d'un interdit matrimonial. Par contre, il y a eu, au sein de l'isolat ainsi constitué, des courants d'échanges préférentiels, en particulier entre Andriamasoandro et Mpanjakarivo. En tout état de cause, le plus grand prestige social des Andriamasoandro a fait d'eux les principaux bénéficiaires de la nouvelle situation.

Mais surtout, la réunion, sous l'autorité des Andriamasoandro, des forces productives de tous les groupes alliés rendait enfin possible l'aménagement de la plaine et du marécage. Il s'agissait d'endiguer, sur un parcours d'environ deux kilomètres la rivière Vavarahana, afin d'en fixer le cours capricieux, de créer tout un système de canaux permettant le drainage du marais et le collectage des eaux de ruissellement. Compte tenu de la faiblesse des moyens techniques mis en œuvre (la bêche malgache, ou *angady* fut le seul instrument utilisé), on reste confondu par l'ampleur des travaux qui, si l'on en croit la tradition, furent réalisés en quelques années seulement.

Les conséquences de ces transformations sur l'organisation des rapports de production et, plus généralement, sur l'ensemble des rapports sociaux, allaient s'avérer décisives.

Désormais, et presque sans transition, c'est la terre, la rizière irriguée, qui devient le facteur de production principal.

On connaît mal les conditions précises dans lesquelles les lots furent attribués après l'achèvement des travaux. Les données dont on dispose sur le droit foncier de l'époque (1) et les rares informations données par les traditions locales permettent cependant de supposer que les droits d'usage accordée par le groupe le furent de façon relativement personnalisée et durable. Les droits acquis pouvaient en effet être transmis par héritage, et aucune procédure de redistribution périodique des terres ne venait remettre en question les droits acquis.

Mais l'attribution de ces droits d'usage posait de nombreux problèmes, aggravés par une certaine disparité dans la qualité des terres conquises sur le marais (le drainage était — et est toujours d'autant meilleur que l'on s'éloignait du centre de la plaine).

Dès les origines, bien avant le début des travaux, les divers *Foko* s'étaient partagés la plaine marécageuse en fonction de la primauté d'installation, de la taille des groupes et, surtout, des rapports de force. Tous ces facteurs jouèrent en faveur des Andriamasoandro qui se réservèrent le terroir aux plus fortes possibilités agronomiques, le seul, surtout, qui donnait la possibilité d'établir un réseau d'irrigation entièrement indépendant.

Quand les deux digues parallèles contenant la Vavarahana furent enfin terminées grâce à la mise en commun de toutes les forces de travail disponible de tous les groupes en présence, il restait encore à lotir — au sein de chaque *Foko* — les zones ainsi rendues utilisables. A ce niveau, la répartition semble s'être opérée entre lignées, sous-lignées et, peut-être même, ménages (2), en fonction de la part prise par ces divers sous-groupes aux ultimes aménagements. Le réseau d'irrigation alors mis en place est composé d'un canal principal et d'un ensemble extrêmement complexe de systèmes et de sous-systèmes desservant chacune des parcelles. Le canal principal aurait été édifié grâce à la coopération de l'ensemble du *Foko*, les lignées et sous-lignées définissant des sous-terroirs leur appartenant en propre, après avoir travaillé à la réalisation des canaux qui les rendaient cultivables. L'étendue de ces diverses zones est donc largement fonction de la quantité de travail contrôlée par les divers sous-groupes.

(1) Voir notamment : René Rarijaona. *Le concept de propriété en droit foncier de Madagascar* Cujas. Paris 1967 et : A. Cahuzac : « *Essai sur les institutions et le droit malgache* ». Paris, Maresq Aîné, 1900.

(2) L'existence de droits d'usage au niveau du ménage, n'implique évidemment pas l'existence d'une véritable unité de production à ce niveau. Les lots attribués à un ménage continuait très certainement, à être travaillés en entraide.

On voit donc comment les inégalités dans le contrôle de la force de travail qui caractérisaient la période précédente, s'expriment désormais sous une nouvelle forme, celle d'une certaine inégalité foncière. Tant qu'il n'y aura pas de véritable rareté, cela sera sans grandes conséquences directes. Mais nous verrons que cette rareté interviendra beaucoup plus rapidement qu'on aurait pu le penser en misant seulement sur l'expansion démographique, même accélérée, des groupes en place.

### Vers la naissance d'une société de classe

A ce moment, dans les toutes dernières années du XVIIIème siècle, la situation portait des germes d'évolution qui auraient pu conduire à la naissance d'un véritable petit Etat et d'une organisation socio-économique de type « mode de production asiatique ». On retrouve, en effet, la plupart des éléments constitutifs de ce type de société : des communautés de base dont l'organisation est fondée sur la parenté et dotées de droits de propriété collectifs sur le sol, un Etat naissant dont dépend l'unité des communautés considérées et dont l'autorité repose sur un pouvoir de fonction qui lui permet d'assurer la réalisation de grands travaux ... Il n'y manque que « la transformation graduelle de ce pouvoir de fonction d'une minorité sociale en un pouvoir d'exploitation et en une domination de classe » (1).

Or, toutes les conditions sont réunies pour que cette transformation s'opère : il devient techniquement possible de produire un surplus important. Il existe bien un groupe social, les Andriamasoandro, ou plus exactement, les « *Ray aman-dreny* » Andriamasoandro, qui semble avoir vocation à s'approprier une partie de ce surplus potentiel : leur supériorité militaire est incontestée, leur nouvelle supériorité économique ne l'est pas moins. Ils disposent déjà, comme tous les *Ray aman-dreny*, d'un certain pouvoir d'exploitation au sein de leur propre communauté familiale. Le problème est donc de savoir si ce pouvoir va tendre à déborder le cadre familial.

Les traditions confirment que cette évolution était au moins amorcée. Deux catégories de prélèvements étaient régulièrement opérés, au profit des *Mpanjaka* Andriamasoandro, à l'extérieur de leur groupe : le *vody hena* déjà signalé, et, surtout, chaque fois qu'une expédition avait été victorieuse, le butin en or et en bijoux leur revenait de droit. Ces « trésors » étaient conservés dans la maison royale d'Ambohidranandriana, et pour autant que l'on sache, étaient exclus de toute circulation, s'accumulant en symbole du prestige et de la puissance des souverains locaux.

La tradition a oublié ce qu'il advenait des autres catégories de butin, bœufs et esclaves en particulier. Selon toute vraisemblance, le *Mpanjaka* et les Andriamasoandro s'en faisaient attribuer une part importante, au moment de la répartition finale.

Aucun prélèvement, par contre, n'était encore opéré par les Andriamasoandro sur la production agricole des autres *Foko*. L'éventuel passage d'un pouvoir de fonction à un pouvoir d'exploitation régulier, basé sur un prélèvement institutionnalisé du surplus agricole, n'eut sans doute pas le temps de se produire, car, dans les toutes premières années du XIXème siècle (c'est-à-dire, très approximativement, une trentaine d'années après la fin des grands travaux), le grand roi Merina Andrianampoinimerina devait mettre un terme brutal à l'indépendance Andriamasoandro.

(1) M. Godelier — « La notion de Mode de production Asiatique » ... in « Sur le Mode de Production Asiatique ». CERM. Ed. Sociales, Paris 1969, p. 50.

### III — L'INSERTION DANS L'ÉTAT MERINA : VERS L'ECLATEMENT DES COMMUNAUTÉS FAMILIALES

Andrianampoinimerina avait probablement sous-estimé la puissance du petit royaume, car il éprouva les pires difficultés à se rendre maître du village « capitale », dût lever le siège après une première tentative infructueuse, revint l'année suivante (sans doute en 1804) et n'emporta alors la décision qu'après plusieurs jours de luttes incertaines (1).

Le micro-Etat en gestation se trouvait ainsi brutalement inséré dans un véritable Etat aux caractéristiques nettement dessinées par l'action organisatrice d'Andrianampoinimerina : forte centralisation fondée non sur la coercition, inconcevable en l'absence d'un véritable appareil militaire permanent, mais sur l'exercice d'un pouvoir de fonction lié au contrôle de l'eau et de la riziculture dans la vaste plaine du Betsimitatatra qui entoure Tananarive (2). Sur le plan économique le système était fondé — du moins en son centre (c'est-à-dire autour de Tananarive) — sur la fourniture de prestations en travail par les hommes libres, « la fonction véritable de l'esclavage domestique étant précisément de libérer des hommes pour la corvée due au Roi et à l'Etat » (3). La centralisation de la force de travail ainsi obtenue, permit un développement spectaculaire des forces productives qui n'est pas sans rappeler, à une toute autre échelle, celui qu'avait connu, quelques années auparavant, le « royaume » d'Ambohidranandriana.

En l'absence de tout moyen véritable de coercition permanente, les communautés dominées restaient autonomes, seulement contrôlées par un représentant du gouvernement dont les fonctions réelles étaient encore, à l'époque d'Andrianampoinimerina, extrêmement limitées. Sur ce point aussi, le parallèle avec Ambohidranandriana est évident, puisque, ici comme là, les communautés contrôlées par les Andriamasoandro demeuraient parfaitement autonomes pour la gestion de leurs affaires intérieures. L'exiguïté du territoire explique que les souverains Andriamasoandro n'aient pas eu à déléguer leurs pouvoirs à des représentants locaux, (le village le plus éloigné se trouvait à moins de cinq kilomètres d'Ambohidranandriana).

C'est donc une évolution très parallèle qu'avaient suivie les deux royaumes, mais la différence d'échelle explique la disproportion de leurs puissances respectives. Le processus d'édification de l'Etat était, évidemment, infiniment plus avancé dans le royaume de Tananarive. Il n'est pas certain, d'ailleurs, que le « royaume » d'Ambohidranandriana aurait pu poursuivre son évolution bien au-delà de ce qui avait déjà été obtenu, le pouvoir de fonction détenu par les Andriamasoandro ne pouvant guère dépasser les limites qu'il avait déjà atteintes, celles de la petite plaine de la Vavarahana. Pour aller au-delà, en effet, il eût fallu engager la lutte, politique et militaire, avec de puissants voisins, les rois d'Andrantsay, de Manandona ..., se lancer par conséquent dans des aventures probablement vouées à l'échec.

Ambohidranandriana était fort éloigné de Tananarive (plus de 170 kilomètres à une époque où il n'existait pas de route), et l'Etat Merina n'avait pas encore les moyens d'imposer aux populations lointaines nouvellement intégrées la participa-

(1) cf. le récit du siège in « Histoire des Rois », traduction française du Tantaran'ny Andriana du R.P. Callet, Tome 3, p. 217.

(2) Cette courte description résume le texte de P. de Comarmond — « Le village et l'histoire » in *Annales de l'Université de Madagascar*. Série Lettres et Sciences Humaines, n° 11, 1970, pp. 57-58.

(3) P. de Comarmond, op. cit. p. 58.



tion au système de prestations en nature (1). L'intégration fut donc essentiellement politique. Trois mesures principales furent prises :

— Ambohidranandriana fut érigé en « *menakely* » (fief) attribué aux Zanadrangorinimerina, alliés du roi qui avaient joué un rôle décisif dans la conquête du village (2) ;

— Les Andriamasoandro, furent privés de tout pouvoir politique et exclus de la caste noble, pour s'être opposé par la violence au nouveau souverain, alors que partout où les chefs locaux s'étaient volontairement soumis, ils purent conserver l'essentiel de leurs attributions antérieures (3).

— Le roi attribua à certains de ses anciens soldats des « *hetra* », des parcelles de rizières, dans la riche plaine d'Ambohimirivo touté proche, qui, jusqu'alors, était restée à l'abandon, car très difficile à défendre. Ces gens, tout dévoués au roi, constituaient un moyen de plus pour contrôler la région, prêts à intervenir efficacement, en cas de besoin, à l'appui des Zanadrangorinimerina.

A vrai dire, la facilité avec laquelle les diverses communautés de la région acceptèrent la domination du roi Merina, malgré la faiblesse de son appareil coercitif, mérite une explication. Celle-ci tient probablement à la contradiction qui se développait entre les intérêts Andriamasoandro, dont le pouvoir de fonction se muait lentement en pouvoir d'exploitation, et les intérêts des autres groupes locaux. Andriampoinimerina devenait un allié objectif pour tous ceux qui n'avaient pas intérêt à voir cette contradiction se développer. C'était évidemment les plus nombreux. Il est probable que la plupart d'entre eux furent au moins aussi vigilants que les Zanadrangorinimerina pour veiller à ce que ne renaisse pas le pouvoir politique Andriamasoandro. D'autant que le Pouvoir royal se montra d'une extrême discrétion à l'égard de ses nouveaux sujets. Il tenta de lever un impôt en monnaie, assez symbolique semble-t-il, mais l'émissaire chargé d'en apporter le montant au souverain n'arriva jamais à destination et l'on ne tenta plus, avant de très nombreuses années, le renouvellement d'une expérience sans doute inopportune sur le plan politique. De même, les gens de la région d'Ambohidranandriana semblent n'avoir jamais été sérieusement requis de participer aux diverses prestations en travail exigées pourtant de tous les sujets du royaume merina.

#### Du Foko ou Fokon'olona : de la communauté des parents à la communauté des résidents.

Avec l'avènement de conditions de sécurité politique à grande échelle, au cours de la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, le peuplement du pays va se trouver radicalement transformé (4). Il devient de moins en moins nécessaire de vivre groupés à l'intérieur d'enceintes fortifiées. Les villages commencent à essaimer : quelques cases, d'abord provisoires, ensuite définitives descendant dans la plaine plus près des rizières ; d'autres s'éloignent davantage, afin de mettre en valeur des vallons, délaissés jusqu'alors car trop exposés à des agressions extérieures (5).

- (1) Le Vakinankaratra, sixième partie de l'Imerina, auquel appartenait la région d'Ambohidranandriana, était couplé, pour la fourniture de corvées, au Vonizongo, autre région excentrique. En fait, les prestataires semblent avoir été presque exclusivement recrutés dans la région de l'actuel Betafo, mieux contrôlée.
- (2) cf. « *Histoire des rois ...* », Tome 3, p. 217. Les *Tantara* donnent peu de renseignement sur ce groupe, sans doute un clan, dont les traditions locales ont tout oublié.
- (3) Le « *Mpanjaka* » Andriamasoandro, Andriamanimahaniry, tué pendant le combat fut, de plus, laissé sans sépulture, ce qui constituait alors une mesure extrêmement sévère.
- (4) La paix Merina ne signifie pas la fin de tout trouble dans le pays : (razzias Sakalava dans la région d'Ambohimambola, insurrection du royaume de Manandona à quelques kilomètres plus au sud en 1867 ...), mais la cessation définitive des guerres inter-villageoises.
- (5) Pour une description plus détaillée de ce processus d'essaimage (en particulier circonstances de la fondation des villages de Mahatsinjo et d'Andrainarivo), cf. E. Fauroux : *Les transformations d'une communauté villageoise ...*, op. cit. p. 91 et s.

La circulation des personnes devenant sans danger, des étrangers commencent à arriver en provenance des régions surpeuplées du centre de l'Imerina. Chose inconcevable jusque-là, des isolés viennent parfois s'installer dans des villages où ils n'ont aucun parent (1). En quelques années, la population est déculpée alors que, simultanément, les gros villages traditionnels éclatent littéralement : les formes d'habitat, toute la morphologie sociale sont profondément remaniées.

La cohésion des anciennes communautés est gravement affectée par ces nouvelles conditions. Les villages qui essaient tendent à constituer des sous-terroirs autonomes, des unités d'entraide faisant de moins en moins appel aux parents restés dans les villages-mères. Les nouveaux villages, mais parfois aussi les anciens sont de plus en plus souvent composés de personnes n'ayant entre elles aucun lien de parenté. La stricte coïncidence entre les notions de communauté villageoise et de communauté familiale devient de plus en plus rarement fondée : tantôt le village ne regroupe plus qu'une partie de la communauté familiale (cas des Andriamasoandro qui, après 1820-1830, sont répartis en au moins trois villages), tantôt, au contraire, il regroupe plusieurs petites communautés familiales distinctes qui ne sont même plus nécessairement unies par des liens matrimoniaux. Le village continue cependant à susciter un certain nombre de problèmes qui ne peuvent être réglés qu'à son niveau : ordre public, affaires intérieures diverses, gestion du terroir, entretien des canaux...

L'institution du *Fokon'olona* devait répondre à ces nouvelles nécessités. Ce fut d'abord une création spontanée, apparue un peu partout en Imerina au cours du XVII<sup>e</sup> siècle, sous des formes sans doute très variables. Mais c'est Andriampoinimerina qui sut donner à l'institution son aspect définitif en uniformisant, en rationalisant ce qui existait déjà, et surtout en apportant un certain nombre de nouveautés destinées à en permettre le contrôle par le pouvoir central.

Le *Fokon'olona* est une communauté de personnes ayant une résidence commune et liées entre elle par l'ensemble des relations caractérisant les communautés de parenté. Il n'est cependant pas nécessaire que les membres d'un même *Fokon'olona* soient unis par une authentique communauté de sang (2).

Le *Fokon'olona* devient le cadre des relations de *Fihavanana* dont le domaine d'application se trouve ainsi considérablement élargi. Les rapports entre personnes appartenant à un même *Fokon'olona* sont donc très proches de ceux qui existaient entre membres d'un même *Foko*, à la seule différence que leur communauté n'est pas médiée par l'existence d'un ancêtre commun, et que, par conséquent, elle correspond à des unités cérémonielles distinctes.

(1) cf. E. Fauroux *ibid.*, p. 108, «Les étrangers au Foko».

(2) Il semble que de nombreux auteurs, omettant cette dernière restriction, aient établi une certaine confusion entre les deux notions de *Foko* et de *Fokon'olona*. G. Condominas dit par exemple dans «*Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina*» : «Le *Fokon'olona* est un clan, parfois un lignage, de type patrilinéaire et patrilocal unissant sur un même territoire LES DESCENDANTS D'UN MEME ANCETRE ...» (c'est nous qui soulignons). Un grand nombre d'auteurs, avant ou après lui, ont adopté cette idée du FOKON'OLONA communauté de parenté.

Nos observations sur le terrain nous incitent à partager le point de vue de J. Dez («Le *Fokon'olona* malgache : institution désuète ou cellule de développement» in *Cahiers de l'ISEA*, série V, 8, n° 160, Avril 1965) qui dit : «Le *Fokon'olona* à l'origine se présente comme quelque chose d'analogue à une grande famille, fondé non sur des liens de parenté naturelle mais sur des liens de voisinage institutionnalisés en liens de parenté».

A la source de la confusion, il y a, bien sûr, la coïncidence fréquente des deux notions dans la réalité : quand les habitants d'un village appartiennent tous à un seul *Foko* (cas général autrefois et assez rare aujourd'hui) *Foko* et *Fokon'olona* ont exactement le même contenu. La confusion est accrue par le fait que les rapports de *Fihavanana* caractérisent aussi bien les relations sociales internes du *Foko* que celles du *Fokon'olona*.

Dans ce cadre social élargi, les problèmes posés par la résolution des conflits devenaient plus nombreux et plus difficiles à résoudre que par le passé. C'est pourquoi les réglementations devaient se faire plus explicites, prenant le plus souvent la forme de chartes verbales (*dinam-pokonolona*) dont les termes étaient établis après les délibérations de l'assemblée de tous les membres du groupe. L'accord de tous était alors solennellement sanctionné par une cérémonie communautaire :

« Quelqu'un de nos ancêtres tint un langage analogue à celui-ci : « il s'agit maintenant de nous entendre et de nous solidariser par des engagements réciproques et solennels que nous consacrerons en immolant un bœuf ... Les morceaux du bœuf immolé étaient répartis entre tous les habitants de chaque maison et le prix de l'animal payé au propriétaire qui en avait fait l'avance. Les membres du *Fokon'olona* étaient parfois si nombreux que de zébu immolé pour consacrer les termes de la charte commune, il ne revenait pas à chacun un morceau gros comme le pouce ; mais en le mangeant, il s'agissait bien plus de communier dans les mêmes bonnes résolutions que de faire un repas ou de satisfaire la gourmandise. Dans les villages importants défendus par un fossé circulaire, on plaçait à l'entrée le crâne du zébu surmonté de ses deux cornes ; cela signifiait que quiconque pénétrait dans l'enceinte ou sur le territoire de ce *Fokon'olona* devait en respecter la charte braquée, telle le front d'un bœuf en courroux, contre quiconque enfreindrait ses dispositions » (1).

#### Inégalités dans la répartition des droits fonciers et germes de différenciation.

Les nouvelles conditions socio-politiques favorisaient très largement les progrès de la mise en valeur du pays. La population, considérablement augmentée par les immigrations, entreprit de développer le réseau de drainage et d'irrigation, de sorte que, très rapidement, la totalité de l'ancien marais se trouva mise en culture, ainsi que la plupart des vallons alentour. Pour la première fois, les terres capables de porter des rizières devenaient rares. Ainsi, la contradiction virtuelle inscrite dans l'existence de droits fonciers inégaux allait pouvoir se développer.

La première conséquence de cette situation va être de permettre aux Andriamasoandro d'exprimer leur puissance perdue dans un nouveau domaine. Andriampoinimerina les avait privés de leur rôle politique, mais il n'avait pris contre eux aucune mesure d'ordre économique. Ils purent ainsi conserver leur *tanindrazana* (terres reçues des ancêtres en héritage) qui constituait en fait le meilleur terroir rizicole de la région. De la sorte, devenant les cultivateurs les plus riches des environs, ils retrouvaient sur le plan économique la suprématie politique perdue.

Mais, c'est surtout dans le domaine des rapports intra-communautaires que les changements allaient s'avérer décisifs.

Ce fut, tout d'abord, l'apparition d'une dissymétrie dans les prestations en travail. En effet, ceux qui disposaient de beaucoup de terres, avaient plus de besoins que les autres en force de travail. Ils faisaient donc principalement appel à l'entraide « *findramana* » qui ne leur imposait pas de rendre sous la même forme les prestations reçues. Inversement, les plus pauvres en terre, ayant de plus faibles besoins en main-d'œuvre, pouvaient se contenter de participer à l'entraide « *valintanàna* » dans un cadre restreint. Ils étaient par ailleurs les plus pressés à répondre à l'appel des « riches » organisant un « *findramana* », d'abord parce qu'ils étaient plus disponibles, ensuite parce que, plus les autres, ils avaient besoin des compensations matérielles attachées à ce type de travail : repas copieux, cadeaux divers...

(1) G. Julien — « *Institutions politiques et sociales de Madagascar* », Librairie Orientale et Américaine, E. Guilmoto, Paris 1902, Tome II, p. 321.

En effet, l'existence d'une inégalité foncière conduisait nécessairement à des différences dans les parts du produit global attribuées à la fin du procès de production aux différents membres du groupe. La possibilité d'un surplus non accidentel existait donc au profit d'un petit nombre de privilégiés fonciers (ces derniers avaient en effet intérêt à cultiver l'ensemble de leurs terres qui, sans cela, seraient retournées à la communauté), alors que d'autres avaient de plus en plus de mal à se suffire à eux-mêmes.

Les mécanismes traditionnels de redistribution entrant, il est vrai, en jeu, le surplus de quelques-uns est en fait consommé par tous. Mais cette opération n'est pas neutre : elle permet la réalisation d'un véritable «surprofit social» dans la mesure où elle donne à certains — toujours les mêmes — le moyen d'alimenter de façon ostentatoire les circuits de redistribution, et donc de conquérir et de conserver un niveau élevé de prestige social.

La possibilité d'une nouvelle stratification sociale apparaît ainsi, ne trouvant plus exclusivement sa source dans la séniorité, mais aussi dans la détention de certains privilèges d'ordre économique. Cette différenciation de statut, il convient d'y insister, ne s'exprime qu'au niveau du prestige social, tous les membres de la communauté continuant, comme par le passé, à consommer de manière sensiblement équivalente.

Ainsi, ce système est apte à reproduire la domination sociale des privilégiés fonciers, mais il ne permet guère de l'élargir puisque le surplus, toujours dilapidé de façon ostentatoire, ne peut participer à aucun procès d'accumulation productive. Or la logique de la compétition pour le pouvoir entre les «grands», va justement les inciter à élargir cette domination.

Une contradiction décisive apparaît ainsi entre le développement de modes non communautaires d'appropriation des moyens de production (la terre principalement) et une répartition intra-communautaire du produit.

Un des moyens de surmonter cette contradiction peut consister à utiliser certaines formes d'accumulation productive transitoires, qui ne sont qu'un détour supplémentaire dans le procès de reproduction de l'organisation sociale. Par exemple, un «riche» pourra utiliser un surplus de riz et abattre quelques bœufs afin d'organiser un «*findramana*» sur les pentes d'une colline, en friche jusqu'alors. Si l'opération est bien menée, il se trouvera, à son terme, en possession d'un surplus plus important qu'au départ et il aura contribué à développer son prestige social grâce justement aux repas et aux réjouissances qu'il aura offerts.

Un autre moyen peut consister à éviter provisoirement les circuits traditionnels de redistribution afin d'y revenir ensuite dans de meilleures conditions. La structure de commercialisation développée, depuis la conquête, par Andrianampoinimerina, rend cette démarche possible puisqu'elle donne le moyen de transformer le surplus en dehors de la sphère communautaire (1).

La possibilité d'un calcul économique se fait jour ainsi, mais la rentabilité recherchée reste de nature sociale ou, plutôt, politique.

(1) La monnaie proprement dite est encore rare dans cette région excentrée. Pour tant elle n'est pas inconnue et Mayeur, dès 1777, en signale l'usage. On se sert de la piastre d'argent espagnole ou mexicaine, entière ou, le plus souvent, divisée en un très grand nombre de fragments qui peuvent être infimes (le «*variraiventy*» correspond à la 1/720 partie d'une piastre entière).

En définitive — et très schématiquement — il semble que deux catégories de forces centrifuges apparaissent à cette époque au sein de la communauté familiale :

— La logique de la reproduction des rapports sociaux pousse les « riches » à se mettre de plus en plus longuement à l'écart des mécanismes traditionnels de redistribution, en vue d'y revenir en position de force.

— Les « pauvres », ceux qui sont les plus mal lotis sur le plan foncier (et ce ne sont plus forcément les plus jeunes) subissent une grande partie du poids de cette course au prestige puisque, en définitive, c'est leur force de travail qui en est l'enjeu ultime. L'exploitation de fait dont ils sont l'objet (ils consomment autant que les autres, mais ils travaillent bien davantage), leur confère une forte propension à essayer.

Ces forces n'existent encore qu'à l'état de tendances dans la société qui suit le règne d'Andrianampoinimerina, mais ces tendances, loin de se développer comme cela aurait été possible si l'expansion économique du groupe s'était poursuivie, vont se trouver partiellement bloquées pour des raisons qui tiennent principalement à l'apparition de nouveaux rapports avec le pouvoir central.

#### Progrès du pouvoir central et ralentissement de l'évolution amorcée

Le pouvoir central Merina, nous l'avons dit, était à l'origine despotique en son centre et avait vocation à le devenir aussi à sa périphérie, dans les régions les plus récemment annexées. Les moyens lui manquaient cependant pour y parvenir, d'où le libéralisme involontaire qui caractérise sa gestion aux débuts du XIX<sup>e</sup> siècle, et l'importance d'abord laissée aux descendants des anciennes familles régnantes.

Mais, à partir de Radama 1<sup>er</sup>, les progrès dans le quadrillage territorial et le centralisme bureaucratique deviennent rapides (1). Un réseau serré et hiérarchisé de représentants du pouvoir central est mis en place, appuyé sur des garnisons militaires permanentes : dès Radama 1<sup>er</sup>, une importante garnison s'installe à Ambohimiarivo — à 6 kilomètres à l'Ouest d'Ambohidranandriana — et une autre à Soanindrariny — à 15 kilomètres à l'Est (2). Chacune de ces garnisons est contrôlée par un *ampahenin'Imerina*, sorte de gouverneur. Le système sera perfectionné en 1878 avec la création des *sakaizam-bohitra*, ou « amis des villages », puis par celle des « *antily* » en 1881. Il s'agissait de porter une ultime atteinte aux détenteurs de fiefs, aux *tompomenakely*, survivants des âges antérieurs, en installant dans tous les villages de quelque importance des agents dont le rôle n'est pas sans rappeler celui des actuels chefs de canton, avec cependant cette différence qu'ils étaient beaucoup moins étroitement contrôlés et que leurs exactions n'étaient généralement pas réprimées.

(1) Pour le détail de ces réorganisations administratives voir principalement : G. Condominas. « *Fokon'olona et collectivité rurales en Imerina* » Berger-Levrault, Paris, 1960, p. 74 et s. Et, pour l'application de ces mesures dans le Vakinankaratra, J. Dez. « Le Vakinankaratra. Esquisse d'une histoire régionale », Bull. Madagascar, 1967, n° 256.

(2) Entre 1865 et 1868, une forte garnison fut installée à Ambohidranandriana même, mais ses fonctions étaient très particulières : il s'agissait d'assurer la surveillance de l'ex-premier ministre Rainivoninahitrinyo disgracié et exilé en ce lieu.

Dans le même sens, l'autonomie des *Fokon'olona* va constamment régresser au cours de la période :

« L'évolution va se faire, dans le courant du 19<sup>ème</sup> siècle, à mesure que le pouvoir central s'organise mieux, vers une atténuation des pouvoirs du *Fokon'olona* sur ses membres, cependant que s'accroissent les aspects de l'activité du *Fokon'olona* qui paraissent le mieux en rapport avec les activités du moment. Le *Fokon'olona* va ainsi prendre de plus en plus l'aspect d'un auxiliaire ou d'un suppléant d'une administration encore imparfaite » (1).

En définitive, il ne restait plus guère au *Fokon'olona* que les tâches ingrates et délicates de la police interne et, surtout, de l'organisation et de la surveillance des corvées royales devenues de plus en plus accaparantes. Les chartes du *Fokon'olona* elles-mêmes, vont de plus en plus être « inspirées » par le pouvoir central, de sorte qu'elles finiront par n'être plus que le reflet des lois et décrets pris à Tananarive.

Dès lors, le despotisme du pouvoir central aura les moyens de se développer sans restrictions. A l'origine, il avait eu, dans la région de Tananarive, une fonction économique décisive (la réalisation de l'infrastructure hydro-agricole dont le pays avait besoin) qui était progressivement passée au second plan avant de disparaître presque complètement. Dans les régions périphériques, après une phase d'extrême discrétion le pouvoir va très vite — dès 1825-1830 — s'orienter vers une exploitation pure et simple, détachée de toute finalité productive véritable.

Les prestations en travail réclamées avec des exigences accrues vont, de plus en plus souvent, devenir de simples corvées au profit exclusif des *sakaizam-bohitra* ou des *antily*.

A partir de la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'impôt en monnaie, le *variraiventy isan'olona* semble être perçu avec régularité (25 020 contribuables en 1870, dans l'Ambohitsimanova de l'Est (2).

L'exploitation des communautés villageoises va atteindre un tel niveau qu'il en résultera un blocage partiel des contradictions intra-communautaires.

L'activité productive destinée au groupe local est en effet concurrencée de plus en plus durement par les activités destinées au Pouvoir Central, de sorte que le jeu des mécanismes décrits plus haut ne pourra plus s'exercer que dans un cadre qui ne va cesser de se réduire. Le processus de différenciation, sous ses formes sociales ou économiques, va ainsi se geler peu à peu, retardant la désagrégation des communautés familiales, désagrégation dont les principaux facteurs étaient pourtant en place depuis le début du XIX<sup>ème</sup> siècle.

(1) J. Dez. « Le Fokon'olona ... », op. cit. p. 200.

(2) L'Ambohitsimanova de l'Est correspond aux régions d'Ambohimiarivo Ambohidranandriana Manadona — une partie de la région Fandriana-Ambositra (d'après J. Dez, op. cit.).

## VI — COLONISATION ET TRANSITION VERS LES RAPPORTS MARCHANDS

## Les formes de l'impact colonial

La colonisation n'a pas eu, dans cette partie excentrée de l'Imerina, l'aspect brutal, immédiatement destructeur qu'elle a pu revêtir parfois dans d'autres parties de l'île. A la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, en effet, la région était déjà trop peuplée par rapport à ses possibilités agricoles réelles : les zones cultivables en riz largement surutilisées, les *tanety* trop pauvres pour porter des cultures commerciales, les possibilités de l'élevage limitées par le manque de pâturages ... Il n'était donc pas possible que d'éventuels colons européens pussent créer, comme sur la côte, de vastes concessions, en expropriant les *Fokon'olona* autochtones et en utilisant une main-d'œuvre fournie par la coercition.

L'impact de la colonisation fut ici moins direct. On sait que la logique de son action pousse à la généralisation des rapports marchands, à la monétarisation de l'économie selon un schéma type qui est à peu près le suivant. A court terme, la monétarisation liée à l'impôt monétaire obligatoire permettra de dégager un surplus agricole entrant dans les circuits coloniaux de commercialisation, et donc de profit. Par ailleurs, elle permettra la création d'un marché intérieur sur lequel il sera possible de déverser — avec l'occasion de nouveaux profits — des produits manufacturés importés ou, plus tard, issus des diverses industries locales en cours de création. A long terme, elle permettra l'apparition d'une classe de paysans riches aptes à améliorer la productivité d'ensemble et donc à dégager un surplus accru qu'il sera possible de prélever de diverses manières. Symétriquement, une classe de paysans pauvres, progressivement expropriés par les premiers, fournira une masse de main-d'œuvre utilisable dans l'industrie et sur les chantiers des villes qui se créent, ou prête à quitter sa région d'origine pour coloniser les terres vierges — du Moyen-Ouest par exemple. De ce processus bien connu devrait résulter un très sensible développement des formes productives et, corrélativement — la reproduction élargie du système et des profits qu'il sera susceptible d'offrir.

La situation pré-coloniale était tout à fait favorable au déroulement d'un tel processus : il existait une différenciation économique déjà sensible, source de forces centrifuges qui ne demandaient qu'à s'épanouir, ce qui n'aurait pu manquer de favoriser la diffusion des rapports marchands.

D'importantes mesures furent prises pour augmenter encore les chances d'évolution. On peut considérer l'abolition de l'esclavage (1) comme l'une d'elles, puisque sous couvert d'une idéologie libérale et philanthropique, elle créait en fait une classe de sous-prolétaires ruraux au statut économique des plus précaires (les esclaves libérés se retrouvèrent le plus souvent métayers de leurs anciens maîtres, sur les terres qu'ils cultivaient auparavant, soumis à une exploitation économique au moins aussi grande que par le passé, mais ne bénéficiant plus des anciennes mesures de protection sociale).

De même, la réorganisation administrative des *Fokon'olona* (2) tendant, en fait, à les vider de leur substance en faisant de simples agents de transmission des décisions prises par le pouvoir, cherchait délibérément à porter atteinte à une institution dont on pensait qu'elle servait de base à la pérennité des structures communautaires.

(1) L'esclavage fut aboli par un arrêté du 26 Août 1896.

(2) Le décret du 9 mars 1902, en pratique, ne laissait plus d'initiative aux *Fokon'olona* que pour l'organisation et la réalisation des corvées imposées par le Pouvoir. Sa responsabilité collective continuait à jouer sur ce point.

Dans cette conjoncture favorable, les mécanismes mis en place, et, principalement, l'impôt et la corvée — qui ne faisaient que reprendre en les améliorant à peine (c'est-à-dire en les aggravant) des institutions pré-coloniales — obtinrent en effet d'emblée des résultats rapides. Les *tanety* commencèrent à se couvrir de cultures sèches (maïs, manioc, haricots, pommes de terre...), des activités nouvelles (cultures maraîchères, élevage de cochons, pisciculture, petit artisanat...) apparurent, liées pour la plupart au développement de la ville voisine d'Antsirabe où se cotoyaient déjà militaires européens et malgaches, fonctionnaires coloniaux, entrepreneurs, commerçants... Une structure de commercialisation cohérente et efficace fut mise en place (construction de routes grâce à la corvée, institution d'un marché pour chaque jour de la semaine dans le canton d'Ambohimiarivo (1), création d'un réseau de collecteurs et de sous-collecteurs aboutissant aux succursales des grandes compagnies commerciales installées à Antsirabe...)

Les effets de ces transformations s'exercèrent dans des conditions très différentes à l'intérieur de la communauté.

### L'apparition d'une expression monétaire de la différenciation

Les «riches» de l'époque pré-coloniale, ceux qui pouvaient s'approprier un surplus, vont avoir désormais toutes facilités pour transformer ce dernier en l'insérant dans les circuits de commercialisation. Le transformer c'est-à-dire, l'échanger — au moins provisoirement — contre de la monnaie. Cet avantage va s'avérer décisif pour le démarrage des diverses activités nouvelles mentionnées plus haut et qui supposaient presque toutes une mise de fonds préalable. Or, le travail correspondant à ces activités ne s'insérait pas dans les rapports de production traditionnels. Il résultait toujours d'une initiative individuelle, ne faisant pratiquement pas appel à l'entraide, sinon au sein du ménage qui devient, pour ce type d'activités, l'unité de production principale. Les bénéfices ainsi acquis pouvaient donc plus facilement échapper aux mécanismes de redistribution.

Cependant quelques «non-riches», grâce à certains concours de circonstances, purent bénéficier parfois d'un accès privilégié à l'argent en dehors de tout contexte communautaire. Deux exemples montreront les mécanismes de ces «hasards» heureux :

— R.E., Issu d'une famille modeste, fut envoyé à l'école du canton, en compagnie de quelques autres garçons du village. Il s'y révéla assez bon élève, et, surtout, conquit l'amitié de son instituteur qui, ayant appris qu'un avocat d'Antsirabe cherchait un secrétaire-interprète, s'empressa de lui recommander son protégé. Le salaire correspondant était à peu près trente fois supérieur à celui qu'aurait obtenu à l'époque un journalier agricole travaillant tous les jours !

— Deux colons européens installés à proximité, connus pour leur brutalité (2) cherchèrent à recruter quelques ouvriers agricoles dans les environs. Leur mauvaise réputation était telle que seuls les plus démunis, parmi les habitants d'Ambohidranandriana, acceptèrent le travail. La rémunération était certes très faible, mais elle était régulière et n'excluait pas un certain nombre d'avantages en nature, de sorte que, au bout de quelques années, ceux, parmi ces «pauvres», qui persévérèrent, se retrouvèrent à la tête d'un petit capital qui leur permit de retourner la situation à leur profit.

(1). Dont dépend Ambohidranandriana, la superficie du canton est d'environ 250 km<sup>2</sup>.

(2) Ils furent même l'objet, quelques années plus tard, de poursuites pénales à cause de ces brutalités et de diverses autres exactions.



Les débuts de la colonisation permirent ainsi de dégager deux catégories de bénéficiaires de la différenciation exprimée en argent : les privilégiés fonciers pré-coloniaux ayant su profiter des circonstances ( ce qui ne semble pas avoir été le cas général), et ceux qui eurent la chance, ou l'habileté, d'accéder directement aux rares sources d'argent disponibles. Ces deux catégories réunies ne constituaient encore qu'une très petite minorité de l'ensemble de la communauté. La logique de la pénétration des rapports marchands laissait présager un accroissement de leur rôle.

### L'application de rapports de production non communautaires.

Ces privilégiés vont se trouver au centre de rapports de production d'un type nouveau.

Ils ne participent plus au *valin-tanàna*. Quand ils ont besoin de main-d'œuvre, ils font appel à des salariés recrutés au village, ou dans les environs, sans aucune considération d'appartenance communautaire. La plupart d'entre eux, d'ailleurs, ne participe plus directement aux travaux agricoles : quand ils vont aux champs, c'est essentiellement pour surveiller leurs salariés. Ils recourent parfois au *Findramana*, surtout à des fins ostentatoires, les invités n'étant d'ailleurs plus recrutés en fonction de critères familiaux, mais en fonction d'objectifs précis liés à la conquête du pouvoir sous l'une des formes qu'il revêt au niveau villageois ou inter-villageois. Par exemple, un «grand» qui convoite la direction de la paroisse, organisera de fréquents *Findramana* au cours desquels ils invitera les fidèles susceptibles de favoriser sa promotion.

Cet exemple est pris à dessein dans l'activité religieuse moderne, car, en effet, à ces «riches» ou «nouveaux riches» dont le statut dominant n'est pas reconnu par le système traditionnel, les religions européennes nouvellement implantées (1) vont offrir :

— un moyen d'échapper aux mécanismes de redistribution communautaire qui constituent toujours l'obstacle principal à la reproduction de la différenciation ;

— une communauté de remplacement, la paroisse (*fiangonana*) autorisant l'apparition de hiérarchies non fondées sur l'âge.

Un moyen d'échapper aux mécanismes de redistribution, ou, plus exactement, au plus important d'entre eux, celui mis en œuvre par le *Famadihana*, cérémonie communautaire par excellence. En effet, les missionnaires protestants et catholiques firent, dans les premiers temps de leur apostolat, d'énormes efforts pour porter atteinte au *Famadihana*, considéré comme l'expression d'un culte païen. Ils ne demandaient pas à leurs nouveaux fidèles l'abandon pur et simple du rite, qu'ils savaient ne pouvoir obtenir, mais ils souhaitaient que l'on en diminuât considérablement l'importance. De la sorte, un chrétien discipliné devait se tenir à l'écart de la grande cérémonie collective. Pour cela il n'avait d'autre alternative que de construire un nouveau tombeau, pour procéder à des exhumations séparées, ou — à tout le moins — de constituer une unité cérémonielle distincte au sein d'un tombeau partagé avec d'autres villageois. Ainsi, ils obtenaient le droit d'organiser des cérémonies plus brèves et infiniment moins coûteuses, au cours desquelles ils se contentaient d'offrir aux autres villageois un simple repas sans autres festivités. La religion légitimait une action qui, si elle avait été réalisée sans prétextes acceptables, aurait fait encourir à son auteur de très lourdes sanctions sociales.

(1) Le pasteur norvégien NYGAARD avait édifié un temple luthérien à Ambohidranandriana en 1872. Réparti quelques mois après, il avait eu cependant le temps d'apprendre aux villageois les premiers rudiments de la religion luthérienne. La véritable évangélisation commença seulement vers 1898 avec l'implantation d'une importante Mission catholique à Ambohimiarivo.

L'ostentation ne cessait d'ailleurs pas pour autant, mais elle prenait de nouvelles formes en cessant d'alimenter les mécanismes de redistribution.

Ainsi le luxe des nouveaux tombeaux, inouï — si on le compare à la pauvreté des des maisons — (pierre de taille, bas-reliefs, croix monumentales, fresques ...). Ainsi encore, la générosité affichée dans le cadre de la paroisse à toutes les occasions (quêtes, *vokatra* (1), cotisations diverses lors de cérémonies périodiques ou extraordinaires (2) ...). Or, la Paroisse ne joue aucun rôle redistributeur : l'argent obtenu permet de réparer l'église, de construire un clocher pour le temple, d'améliorer la maison du pasteur, de couvrir l'école confessionnelle ... Il est fait appel, pour toutes ces tâches, à des ouvriers qualifiés extérieurs au village. De toute façon, la gestion du budget paroissial est contrôlée par le pasteur de district et par la mission d'Ambohimirivo, de sorte que l'initiative des dépenses échappe très largement aux villageois :

Ainsi, paradoxalement, les mécanismes de l'ostentation peuvent être considérés, comme une étape dans la mise en place d'un procès d'accumulation puisque la dilapidation qu'elle suscite, sert à la reproduction élargie des rapports de type non communautaire, c'est-à-dire à la dissolution progressive des rapports communautaires, obstacle principal à un procès d'accumulation productive :

« Dans une première phase, l'aspect ostentatoire est principal pour la conquête du pouvoir ; l'aspect productif étant secondaire : le pouvoir ne trouve pas sa fin dans le maintien et la reproduction de rapports sociaux déjà existants, mais dans la destruction des anciens rapports d'abord et dans la production de nouveaux rapports ensuite » (3).

Mais, la dissolution des rapports communautaires ne se développe qu'avec une grande lenteur.

Certes, à défaut d'une dissolution véritable, ces rapports ont été assez largement transformés par les nouvelles conditions socio-économiques. En particulier, le jeu des forces centrifuges a provoqué une importante diminution de la taille du groupe susceptible de participer encore aux relations d'entraide (disparition de la main-d'œuvre servile, essaimage, relative mise à l'écart des « riches »). Il devient de plus en plus difficile de trouver parmi les rares partenaires potentiels, des gens pouvant effectivement se libérer au jour dit. Le salaire en monnaie permet de résoudre le problème en autorisant le recrutement des personnes disponibles, quelle que soit leur place habituelle dans les réseaux d'échange de travail. Mais ce salaire n'a absolument pas la même signification que celui versé par les « riches ». Pour ces derniers, (cf. tableau page suivante, catégorie A) les prestations sont dissymétriques : d'un côté de l'argent, de l'autre du travail, alors que, chez les premiers (catégorie B), le salaire n'est absolument pas la marque d'une quelconque différenciation, puisque la balance des salaires versés et reçus est sensiblement équilibrée.

Nous ne signalons que pour mémoire d'autres transformations liées à la pénétration des rapports marchands. La monnaie, ainsi, est peu à peu devenue l'intermédiaire unique des dons et contre-dons qui caractérisent encore le *Fihavanana*. La signification du don en argent reste la même, mais une plus grande rigueur est ainsi autorisée dans la mesure où dons et contre-dons peuvent être quantifiés avec précision.

(1) Il s'agit de ventes aux enchères organisées au temple ou à l'église à la fin des offices dominicaux, et dont les résultats vont alimenter le budget paroissial.

(2) Pour plus de détails sur ces diverses occasions de prélèvements monétaires pour le compte de la paroisse, cf. Fauroux : « Les transformations ... » pp. 186-188 et 290-291.

(3) J. Charmes : « Processus de stratification sociale et action de vulgarisation sur les Hauts-Plateaux malgaches ». Terre Malgache, n° 13, Juillet 1972, pp. 69-98.

**BALANCE PAR MENAGE DES SALAIRES VERSES ET RECUS**  
(sur un échantillon de 22 ménages Andriamasoandro d'Ambohidranandriana)

	N° du ménage	Nombre de rémunérations journalières		Solde
		Reçues	Versées	
A Soldes nettement négatifs	13	0	165	-165
	1	0	81	- 81
	4	0	79	- 79
	3	2	54	- 52
	2	0	43	- 43
<b>SOUS-TOTAL A</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>422</b>	<b>-420</b>
B Soldes voisins de l'équilibre	7	11	27	- 16
	15	26	30	- 4
	9	47	47	- 0
	8	31	25	+ 6
	24	26	19	+ 7
	6	35	26	+ 9
	14	32	21	+ 11
11	32	21	+ 11	
<b>SOUS-TOTAL B</b>	<b>8</b>	<b>240</b>	<b>216</b>	<b>+ 24</b>
C Soldes nettement positifs	20	33	0	+ 33
	17	48	14	+ 34
	5	35	0	+ 35
	10	41	4	+ 37
	23	54	13	+ 41
	21	50	4	+ 46
	19	49	0	+ 49
	16	57	7	+ 50
22	71	0	+ 71	
<b>SOUS-TOTAL C</b>	<b>9</b>	<b>438</b>	<b>42</b>	<b>+396</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>22</b>	<b>680</b>	<b>680</b>	<b>0</b>

Mais ces transformations, assez superficielles en définitive, n'empêchent pas la survie, au sein de la communauté villageoise, d'un sous-groupe correspondant à une paysannerie moyenne (1) peu différenciée sur le plan économique (2) et conservant très vivace le contenu idéologique transmis par la tradition. Dans la logique du jeu des rapports marchands, ce groupe était voué à une disparition rapide : la majorité de ses membres devait être rejetée parmi les paysans sans terres progressivement expropriées, une petite minorité de favorisés rejoignant seule la classe des paysans riches.

Or, cette évolution ne s'est pas produite, ou — du moins — si elle n'est pas totalement interrompue, elle s'est extrêmement ralentie. Cela tient sans doute à deux ordres de raisons :

- l'élaboration de stratégies de défense par le système traditionnel ;
- l'existence d'une crise économique grave, dont l'origine est largement extérieure au groupe, et qui, en dernier ressort, explique sans doute le blocage des processus de différenciation et le succès des stratégies de défense émanant du système traditionnel ;
- les mécanismes de solidarité et de redistribution n'ont jamais cessé de fonctionner. Ils continuent à jouer pleinement au sein de la paysannerie moyenne, permettant à cette dernière de résister efficacement au processus de différenciation qui la menace.

Mais ils jouent encore, dans une large mesure, aux dépens des « riches » qui, continuant à vivre au village, étroitement mêlés à sa vie quotidienne, ne peuvent refuser certaines règles sociales essentielles, sous peine d'encourir des sanctions sociales qui, directement ou indirectement, pourraient remettre en cause l'ensemble de leur statut.

Ainsi, l'institution du « *fehezam-bary* », au moment de la moisson, joue un rôle important dans le blocage des processus de différenciation.

A Ambohidranandriana, et dans les environs, lorsque l'on a besoin de moissonner sa rizière, on fait appel aux villageois disponibles et on les rémunère en nature. Ce n'est pas à proprement parler de l'entraide, puisqu'il n'y a pas nécessairement réciprocité. Le fait important est que cette rémunération en nature est relativement élevée : 12 grandes gerbes de riz (3) par journée pour les faucheurs, 20 petites gerbes (4) pour les femmes qui effectuent le transport jusqu'à l'aire de battage. Les propriétaires de surfaces importantes sont ainsi l'objet d'un prélèvement sérieux. A l'inverse, une famille pauvre ou même dépourvue de rizières peut, en déployant une grande activité au moment de la moisson, emplit convenablement ses greniers.

- (1) Nous n'attribuons évidemment qu'une valeur relative à cette dénomination : ce que nous appelons ici « paysannerie moyenne » mériterait plutôt, dans l'absolu le qualificatif de pauvre. Nous entendons par là, qu'il y a, au-dessus et au-dessous d'eux, plus riches et plus pauvres.
- (2) Sur 24 ménages-échantillons, 6 « riches » disposent de plus de 25 ares de rizières par personne composant ménage, 9 « paysans moyens » de 13 à 25 ares, 10 « pauvres » ont moins de 13 ares. Par rapport à la consommation annuelle, ces catégories correspondent à peu près à la situation suivante :
  - de 25 ares, soudure inférieure à 1 mois,
  - de 13 à 25 ares, de 1 à 3 mois de soudure,
  - de 13 ares, plus de 3 mois de soudure.
- (3) Environ, une vingtaine de kilos de paddy.
- (4) 18 à 19 kg environ.

Lors de notre présence au village, l'un des «riches» avait tenté d'introduire une rémunération en monnaie, beaucoup plus avantageuse pour lui : il proposait 100 FMG par jour pour chaque travailleur homme ou femme (1). Un grave conflit faillit éclater à la suite de cette initiative, jugée très sévèrement par toute la communauté villageoise, qui refusa en bloc la proposition de sorte que l'organisateur dût se résoudre à faire appel à des descendants d'esclaves du *Foko* qui, très pauvres, étaient disposés à accepter n'importe quelle offre de rémunération.

De telles institutions permettent de ralentir à l'extrême l'appauvrissement des plus pauvres. Le mouvement d'expropriation de ces derniers paraît d'ailleurs à l'heure actuelle presque complètement bloqué (2). Il n'a une certaine réalité que pour les *tanety*, dont les plus pauvres se séparent parfois au profit des plus riches. Il est inexistant pour les rizières, la vente d'une terre héritée, surtout lorsqu'il s'agit d'une rizière, constituant une faute très lourde à laquelle on ne se résoud qu'en toute dernière extrémité, et que l'on tente d'éviter au prix de sacrifices exorbitants en sous-consommant pendant des mois, ou en acceptant les besognes les plus dures pour des rémunérations dérisoires.

Tout se passe comme si l'ancienne idéologie communautaire, profitant du répit qui lui est accordé par le ralentissement du processus de dissolution des rapports communautaires, s'organisait pour élaborer des stratégies actives de défense. La création, il y a une quinzaine d'années de l'association des *Anaran-dRay* (littéralement : «ceux qui ont un seul nom») est un bon exemple de ce phénomène.

L'association des *Anaran-dRay* regroupe en principe l'ensemble des Andriamasoandro résidant à Ambohidranandriana et dans les proches environs. La notion s'est, en réalité, élargie et des non-Andriamasoandro peuvent y être associés sous certaines conditions (longue résidence dans un village où les Andriamasoandro sont majoritaires). La vocation de l'association est d'apporter une aide matérielle et morale aux familles éprouvées par un malheur (décès, maladie grave, incendie, grêle...), mais, contrairement à la paroisse, elle ne laisse aucune place à l'ostentation (toutes les cotisations sont uniformes, les éventuelles prestations en travail sont rigoureusement équivalentes), et il n'y a pas de formalisation d'un pouvoir quelconque : tous les associés ont la même importance, le bureau «élu» est purement honorifique et ne regroupe que des gens qui, en fait, ne viennent jamais au village. Toutes les tâches concrètes sont réparties, au fur et à mesure qu'elles se présentent, par appel au volontariat. En réalité, l'association se présente explicitement comme un contre-pouvoir animé par quelques anciens qui, du fait de leur pauvreté, sont exclus des responsabilités paroissiales ou politiques. Les «grands», d'ailleurs, ne participent aux activités des *Anaran-dRay* qu'avec une évidente mauvaise volonté, n'y condescendant que dans la crainte des conséquences fâcheuses qu'il y aurait à manifester de l'hostilité à l'égard d'une institution qui se réclame du souvenir des ancêtres et du respect du passé.

— Mais si cette idéologie survit aussi bien, se renforce, même, c'est qu'elle demeure adaptée, dans une large mesure, aux circonstances, à la profonde crise économique que vivent actuellement beaucoup de villages malgaches. Nous avons longuement décrit par ailleurs, les éléments de cette crise, entamée sans doute dans les années 50 et qui, depuis, n'a pas cessé de s'aggraver (3) s'exprimant par une

(1) Le prix d'une journée de travail ordinaire était, lors de notre enquête, de 75 FMG pour les hommes, de 50 FMG pour les femmes.

(2) Pour la description détaillée des mouvements de vente de terre à Ambohidranandriana, cf. E.Fauroux, op. cit. p. 240 et s.

(3) Voir la description des formes de cette crise, in. E.F. op. cit., pp. 160-208.

constante dégradation du niveau de vie des paysans. A l'origine de cette crise, on trouve des causes purement techniques (surutilisation des terres liée à une population trop importante, manque de pâturages, épizooties ...) mais aussi — et surtout — les mécanismes d'appropriation du produit agricole par l'extérieur. Ces mécanismes, mis en place par la colonisation (1), se sont perfectionnés avec le temps, ce qui a permis au prélèvement de croître sensiblement plus vite que le surplus disponible. De la sorte, pour beaucoup de villageois, ce n'est plus une partie de leur surplus qui est prélevée, mais la part qui aurait dû normalement revenir à l'auto-consommation. La part de surplus qui demeure, après prélèvement, à la disposition des plus riches, est trop réduite pour autoriser le développement d'une différenciation de quelque importance. Il n'y a pas d'exagération à dire que la différence entre les riches et les pauvres, vient de ce que les premiers s'appauvrissent moins vite que les seconds :

Cette situation difficile est interprétée par les villageois qui la vivent. A travers conversations, interviews et observations diverses du vécu quotidien, il est possible de distinguer deux types de réactions souvent simultanées.

Les agents extérieurs (administration, fonctionnaires divers, clergé, européens, mais aussi citadins ...) sont perçus en bloc comme jouant un rôle important dans la genèse de la crise. On les accepte quand ils se présentent car le rapport de forces est tel qu'il ne saurait être question de leur opposer un quelconque refus, mais face à eux, à l'abri d'un respect et d'une soumission formelles, tous les villageois se retrouvent unis dans une même attitude de rejet global.

Par ailleurs, on trouve aussi, dans la conscience spontanée des gens l'idée que les difficultés actuelles sont dûes, pour une bonne part, à l'abandon quasi-général de l'enseignement sacré des ancêtres. Cela s'exprime :

— par une sorte de sentiment de culpabilité, aussi profond que diffus : les ancêtres ne sont plus honorés comme ils le devraient, on ne saurait donc s'étonner de ce qu'ils refusent leur bénédictions à leurs descendants devenus indignes ;

— par le sentiment que l'efficacité de certaines techniques ancestrales, rituelles ou magiques, n'est pas inférieure — bien au contraire — à celle de techniques de type moderne, du moins lorsqu'il appartient à des malgaches de les mettre en pratique.

D'où un incontestable regain de pratiques religieuses ou para-religieuses de type traditionnel (sommes considérables affectées au culte des ancêtres sous forme, par exemple, de la construction de tombeaux luxueux), ce qui ne traduit pas seulement une volonté d'ostentation, mais aussi le désir de se concilier la bienveillance des ancêtres ; succès remportés par les *ody havandra*, charmes contre la grêle, qui se sont récemment multipliés et dont les «grands» eux-mêmes sont les principaux utilisateurs) ... etc.

(1) Voir la description des formes de cette crise in. E.F. op. cit. pp. 180-188.

Il serait hasardeux de vouloir tirer des conclusions à portée générale de données fournies par une étude monographique réalisée dans un cadre aussi restreint. Certains points nous paraissent néanmoins mériter d'être soulignés.

En premier lieu, l'image d'une « communauté traditionnelle » homogène, égalitariste, indifférenciée, doit être évidemment très largement remise en cause. Il est essentiel de dissocier les notions de solidarité et d'égalité : l'idéologie du *fihavanana* est solidariste en ce sens qu'elle institutionnalise la redistribution du produit global entre tous les membres du groupe ; elle est profondément inégalitaire dans la mesure où cette redistribution crée et entretient des différences radicales de prestige et de pouvoir.

Ces inégalités de statut, la logique de la situation qui en résulte, créent des contradictions profondes, à l'origine d'une dynamique puissante débouchant sur les transformations rapides. N'oublions pas en effet que les bouleversements décrits dans les trois premières parties de ce travail, s'étendent sur une période dont la durée est inférieure à 150 ans, soit à peine cinq ou six générations. Il faut donc aussi renoncer — au moins sur notre exemple — à l'idée de pérennité, d'immutabilité dont on se sert souvent — un peu à la hâte — pour caractériser les sociétés pré-coloniales. La colonisation n'a pas la responsabilité exclusive de la désagrégation des rapports communautaires : elle a seulement permis d'amplifier et d'accélérer considérablement des tendances qui lui préexistaient largement.

Pourtant, malgré ces conditions qui auraient pu paraître favorables, la transition entre les modes de production pré-colonial et capitaliste, s'est avérée — et s'avère encore — très laborieuse. Le processus de différenciation économique qui aurait dû — dans la logique de cette transition — se développer avec régularité, paraît, à l'heure actuelle, quasiment bloqué. Les prétendus « blocages socio-culturels », présentés un peu partout comme la cause principale de ralentissement de l'évolution, n'en sont en fait très probablement que l'un des symptômes les plus marquants.